

On ne trouve plus d'entrepreneur pour nos travaux à cause des chantiers de logements sociaux !

écrit par Maxime | 13 août 2025





Si vous êtes propriétaire d'une maison ancienne ou d'un vieil appartement, vous avez sûrement de temps en temps quelques travaux à faire pour « rafraîchir » votre bien, le maintenir en état ou carrément le sauver de la décrépitude.

Depuis le Covid, le marché immobilier est en crise. Le nombre de ventes immobilières connaît un déclin, globalement, au niveau national.

Dans le même temps, la réglementation du bail d'habitation a de quoi faire peur aux candidats bailleurs. L'investissement dans l'immobilier locatif n'est pas folichon, même si une loi récente permet au bailleur impayé de prélever sur le salaire de son locataire le loyer impayé.

Tout un tas de locataires sont inexpulsables, une partie du salaire est insaisissable et le squat reçoit la bénédiction du Conseil constitutionnel. Il faut quand même être un peu masochiste ou inconscient pour se

lancer dans pareille aventure...

Alors il se construit peu de logements neufs aussi au niveau national dans sa globalité par rapport à la situation antérieure à 2020.

En tout cas, s'il s'en construit, ils ont de moins en moins la magnificence qu'ont pu avoir les pavillons d'antan. Les lois écolos restreignant l'usage des sols imposent de se contenter d'un jardin de 300 m² ; la maison devant être parfaitement isolée pour répondre à la norme « RE 2020 » coûte cher, et sur des petites parcelles le coefficient d'occupation des sols ne permet plus d'avoir de grandes maisons de plein pied. Il faut donc bâtir des étages et dès qu'il y a de la hauteur, les chantiers sont plus compliqués donc plus coûteux.

Il y a une exception cependant à cette morosité immobilière : les programmes de logements sociaux !

Moyennant une convention avec l'Etat, le bailleur social sera conventionné et subventionné, ce qui permettra de pratiquer des loyers « modérés » pour loger de nombreux migrants et cas sociaux.

Il faut bien que tout ces flux migratoires vers la France trouvent un toit pour s'abriter.

Renseignez-vous sur les prix exorbitants de ces programmes immobiliers.

Dans mon département rural où, pour 200 000 euros, on peut acheter une belle maison, on assiste ainsi comme partout en France à des constructions de logements sociaux pour 8 millions, 10 millions d'euros...

Il n'y a aucun bien privé qui puisse rivaliser avec de tels niveaux de prix sur le même secteur, à part des châteaux qui se comptent sur les doigts de la main.

Comme on met là-dedans des gens qui paient un loyer dérisoire, financé dans bien des cas par des allocations publiques, **il faut bien que quelqu'un paie. C'est gratuit dirait Hollande, c'est l'Etat qui paie...**

Le prix de ces contrats n'est pas confidentiel, on peut utiliser l'outil DVF Etalab accessible gratuitement sur Internet pour savoir combien un terrain, un immeuble s'est vendu ; on peut aussi faire des demandes de renseignements auprès des services de publicité foncière, voir trouver des documents grâce à Google qui reste le moteur de recherches le plus performant, quelle que soit l'opinion qu'on en ait sur le plan éthique.

Alors, quant à nous, pauvres péquins, avec nos petits chantiers de réparation à 5000 euros, qui sont un sacrifice pour nos budgets étriés de vaches à lait, on peut aller se brosser !!

Car le secteur du bâtiment a du mal à recruter, bien qu'on nous ait assuré que l'invasion migratoire allait permettre de combler les déficits d'emplois dans les secteurs tendus.

Les entreprises sérieuses ne sont pas très nombreuses et se trouvent débordées malgré la crise du pavillon neuf individuel.

Quand il y a « Versailles » qui se construit à côté de chez vous, il n'y a plus personne pour s'occuper de votre chantier. Ou alors, il va falloir rivaliser et payer la peau du dos pour de la maçonnerie, de la peinture, de la couverture...

Les témoignages sont nombreux de gens qui font venir une entreprise et ne reçoivent jamais de devis. Car entre-temps, un programme de logements sociaux a été voté par telle ou telle collectivité et les entreprises qui savent travailler sont mobilisées à construire du neuf

pour nos voisins venus de loin.

Et qui dit neuf dit confort thermique optimal, esthétique sans défaut, pendant que nos vieilles bâtisses prennent l'eau et conservent leur humidité l'hiver faute de pouvoir les chauffer dans un contexte de restrictions écolo-ukrainiennes.

Alors finalement ce sont nos vieilles maisons qui sont le patrimoine immobilier ordinaire de la France qui se délitent, pendant que d'autres bénéficient de ces logements collectifs flambants neufs qui sont l'idéal de la mélenchonnie et de la macronnie, où l'on peut parler « créole » et jouer du tam-tam jusqu'à pas d'heure pendant que ce cochon de Français paie et travaille.

Je ne vois pas d'autre explication pour comprendre pourquoi nos entreprises du bâtiment ne parviennent pas à honorer des chantiers de rénovation simples, bien payés, dans un contexte de crise du marché immobilier privé.

N'oublions pas d'ailleurs que le logement social, ce n'est plus la « barre HLM » de l'ancien temps. Non désormais ces messieurs dames sont choyés, ce sont plutôt des petites maisons côte-à-côte et pour 30 ou 40 maisons vous allez avoir un chantier en « VEFA » à 10 millions d'euros.

Pour ma part, je ne vois pas la différence de niveau de vie entre un assisté qui va avoir un logement à ce tarif et le gars qui travaille dur pour se payer la même chose à lui et sa famille...

Quant au locatif privé, il est souvent de moins bonne qualité car les loueurs cherchent souvent un maximum de rentabilité pour un minimum de frais. Ils savent qu'ils seront sans recours si le locataire leur bousille le logement, voire s'il ne paie plus son loyer. Alors tant

qu'ils peuvent faire rentrer de l'argent, ils en profitent à fond et je les comprends.

En résumé, non seulement ces logements sociaux coûtent une fortune à la collectivité, mais en plus ces programmes entrent en concurrence avec les petits marchés de rénovation des particuliers, qu'ils écrasent.

Si nous n'avions pas à loger tous ces flux migratoires, nos maisons pourraient être rénovées plus rapidement et à moindre coût. Il serait plus facile pour les gens non assistés de se faire construire un logement et le parc immobilier locatif privé serait de meilleure qualité.

Maxime